

## **Combattre pour :**

- **Imposer la rupture des directions syndicales avec le gouvernement et le MEDEF**
- **Imposer le front unique des organisations du mouvement ouvrier (partis et syndicats) pour affronter et défaire la politique du gouvernement Hollande-Ayrault-Duflot-Pinel aux ordres du capital**

---

### **Crise du capitalisme : pas le moindre signe réel de reprise**

---

« *La Grèce va mieux* », « *Les exportations espagnoles sont en hausse* », « *La croissance est repartie en Chine* » : dans la crise générale de surproduction que connaît le système capitaliste à l'échelle mondiale, il semble qu'un secteur échappe au marasme général : le secteur de distribution des produits euphorisants. Malheureusement, les effets bénéfiques sur le malade sont de courte durée pour ne pas dire nuls.

Ensuite, il faut bien passer à un diagnostic plus sérieux et conclure que le malade va de mal en pis. La Grèce ? « *La dette demeure insoutenable* » dit l'expert du Crédit Suisse et la « réussite » du rachat par l'Etat grec d'une partie de sa dette (qui a donné l'occasion à quelques hedge funds de réaliser quelques substantiels bénéfices) n'y change rien. L'Espagne ? 39 milliards distribués pour la recapitalisation des banques espagnoles, et malgré de nouvelles attaques contre les masses (baisse des retraites), le montant de la dette a grimpé vertigineusement de 2011 à 2012 de 69 à 91% du PIB. Rajoy laisse échapper : « *On n'y arrivera pas* ». Les créanciers le pensent aussi puisque les taux d'intérêt sont à nouveau partis à la hausse. Mais à

vrai dire c'est dans toute l'Europe, Allemagne comprise, où une nouvelle série de mesures anti-ouvrières est annoncée, que la dépression menace, comme en témoigne la baisse continue ces derniers mois de la production industrielle.

La Chine ? Laissons de côté les chiffres auxquels personne de sérieux ne croit, bidonnés qu'ils sont à tous les niveaux de l'Etat et de l'appareil du PCC. Le fait est que le PCC vient de mettre en route un nouveau « plan de relance » à grands coups d'investissements publics et de baisse des taux d'intérêt ; au risque d'un effondrement du système bancaire déjà grevé de créances douteuses. Au Japon, le nouveau Premier ministre Abe se promet lui aussi de réutiliser, contre la crise et l'inquiétante baisse de la production industrielle qui en est la première manifestation, les mêmes vieilles recettes qui ont fait la preuve... de leur inefficacité : rachat massif par la Banque centrale d'obligations d'Etat (la dette y dépasse les 200% du PIB), politique des grands travaux pour stimuler la « relance », fuite en avant généralisée.

(Suite page deux)

Mais c'est au cœur même du système, aux USA, que se manifeste aujourd'hui de la manière la plus évidente l'impasse historique du mode de production capitaliste. Le fait que Républicains et Démocrates se soient mis d'accord pour éviter la « falaise fiscale » en reportant les échéances... de deux mois a valeur de symbole. Deux mois, c'est à peu près en effet la marge de prévision dont disposent les cercles impérialistes quant à l'avenir de leur propre système.

Il faut d'ailleurs faire la part du psychodrame dans le conflit entre Républicains et Démocrates, psychodrame dont Obama tire avantageusement parti – soutenu de manière éhontée par la presse bourgeoise en Europe –, le faisant passer pour un courageux partisan de la taxation des riches. En réalité, il n'y a nul antagonisme fondamental entre Démocrates et Républicains sur la nécessité de frapper à bras raccourcis sur le prolétariat et de lui faire porter le fardeau de la crise. La seule différence tient au fait qu'Obama entend le faire en prenant totalement appui sur l'appareil de l'AFL-CIO. On le verra dans les jours qui viennent d'ailleurs à la suite de l'appel des patrons portuaires invitant Obama à décréter

illégal la grève des dockers – si la menace se transforme en grève effective –, confrontés à une brutale remise en cause de leurs acquis, en particulier de leurs salaires. Mais il ne fait aucun doute que les patrons des ports en s'adressant à Obama contre les ouvriers ne se sont pas trompés d'adresse !

La vraie question n'est donc pas celle du conflit entre Démocrates et Républicains. La vraie question est celle de la crise de l'économie américaine. Le déficit public américain est de même ampleur que... celui de l'Espagne. Quant à la dette, elle est passée de 76% du PIB en 2007 à 107% en 2012, un chiffre proche de celui de l'Italie. Jusqu'à quand le fonctionnement de la planche à billets de la FED, le rachat massif de bons du trésor et de titres hypothécaires pourront-ils reporter les échéances ? Jusqu'à quand ne provoqueront-ils pas inflation galopante et effondrement du dollar ? S'en prendre brutalement aux budgets sociaux (les droits en matière de santé, d'enseignement), tel est le programme commun aux deux partis de l'impérialisme américain pour tenter d'échapper à la catastrophe. Sans garantie de succès.

---

### L'économie française sous la menace de la dépression

---

C'est un euphémisme de dire que la France n'échappe pas au marasme général. Car aux maux généraux qui frappent l'économie mondiale, elle ajoute des handicaps propres. Héritière d'un capitalisme de rentiers et de « tondeurs de coupons », la faiblesse de son appareil de production industriel, les retards pris du point de vue de la bourgeoisie dans les attaques contre les masses – par exemple par rapport à l'Allemagne – constituent un handicap supplémentaire. Ainsi, chaque nouvelle donnée est pire que la précédente : la glissade de l'économie française vers la dépression semble inexorable. Chute continue des investissements (-12% pour le secteur des machines-outils par exemple au troisième trimestre 2012), baisse de la production industrielle (-3,4% pour les seuls mois de septembre-octobre 2012 !) avec, en particulier, l'effondrement des ventes automobiles de PSA et Renault, un des seuls secteurs à échapper au marasme étant l'industrie d'armements (+ 27% de ventes en 2011).

La stagnation annoncée du PIB (qui, rappelons-le, intègre dans son calcul des éléments qui n'ont rien à voir avec la production réelle) masque le recul impressionnant de l'activité économique. A cet égard, l'INSEE annonce lui-même que les objectifs de croissance du gouvernement (0,8%), pourtant modestes, sont hors d'atteinte. Avant lui, l'Union européenne avait fait le même pronostic, ajoutant que l'objectif qui lui est lié de réduction des déficits budgétaires (à 3% en 2013) ne l'était pas moins. Quant à

*The Economist*, il parle de la « bombe à retardement » française, pronostiquant une rapide évolution vers une situation à l'espagnole ou à la grecque dans des délais rapprochés. Les milieux du capital financier allemand ne sont pas en reste. La France, disent-ils, est « l'homme malade de l'Europe ». C'est là, pour eux au moins, autant un motif d'inquiétude que de satisfaction.

Certes, cela fait ressortir a contrario le bilan de l'Allemagne comme brillant. Mais l'Allemagne ne saurait échapper durablement au marasme général et, par ailleurs, chacun mesure les conséquences en forme de cataclysme général que représenterait un effondrement de l'économie française. C'est ce qui pourrait se produire par exemple si les taux d'intérêt auxquels l'Etat emprunte venaient à augmenter de manière significative. Ils ne sont pas pour l'instant que par la défiance plus grande encore que suscitent d'autres Etats européens en particulier encore plus mal lotis (l'Espagne, la Grèce, le Portugal, etc.). Mais cette situation est susceptible de se retourner brutalement. La dette deviendrait alors abyssale, et les mesures encore plus violentes d'austérité prises contre les masses conduiraient inéluctablement à la dépression profonde. Voilà pourquoi tous pressent le gouvernement français de passer à la vitesse supérieure sur la voie des « réformes structurelles », c'est-à-dire des attaques contre les conditions d'existence des masses.

---

### Le pré-carré de l'impérialisme français menacé

---

Le recul économique de la place de la France s'accompagne de la remise en cause de la place de l'impérialisme français, en particulier dans son pré-carré, en Afrique.

L'impérialisme français, via le gouvernement présidé par Hollande, presse les autres impérialismes de l'aider à rétablir la situation au Mali dont toute une partie du territoire échappe au gouvernement « légal ». « Légal »

n'a du reste guère de sens pour caractériser un Etat où se succèdent à vitesse accélérée coups d'Etat militaires, éviction par l'armée du Premier ministre, etc. Le délitement du pouvoir, où les différentes factions divergent notamment sur la nécessité d'une intervention militaire contre les bandes islamistes au Nord, ne facilite pas la tâche du gouvernement français dans son entreprise visant à une telle intervention, via des troupes africaines

bien sûr. Le peu d'enthousiasme de l'impérialisme américain ne facilite pas les choses non plus, relayé par les gouvernements frontaliers de Mauritanie notamment. Et même l'Algérie, malgré la récente visite de Hollande, renâcle. De sorte que la résolution de l'ONU, si elle se prononce formellement pour une intervention, propose pour cela de se hâter... lentement.

La situation précaire de Bozizé en Centrafrique est également un coup dur pour l'impérialisme français qui, depuis sa prise du pouvoir en 2003 à la suite d'un coup d'Etat militaire, n'a cessé de bénéficier du soutien – y compris du soutien militaire direct – de l'impérialisme français. Les dénégations du gouvernement français sur le soutien à Bozizé ne doivent pas abuser. Sous couvert d'intervention pour « protéger ses ressortissants », c'est bien d'une intervention militaire en défense du régime qu'il s'agit.

L'enjeu dans l'est du Congo est, sur le plan économique, d'une autre ampleur, s'agissant d'une des régions dont le sous-sol regorge de richesses minérales de toutes sortes. Malgré un génocide dont ont été victimes des millions de Tutsis, génocide organisé sous la houlette conjointe de Mitterrand et Balladur, l'impérialisme français a été

chassé il y a près de 20 ans du Rwanda. Aujourd'hui, le gouvernement rwandais, appuyé par l'impérialisme US, soutient l'action des bandes rebelles qui entendent mettre la main sur la région et ses richesses. C'est ce soutien de l'impérialisme US qui explique l'étrange passivité des 23000 soldats de l'ONU, passivité dont le gouvernement français se plaint amèrement. Et, à l'évidence, la visite de soutien de Hollande au tyran Kabila, président du Congo, n'y a rien fait. (On lira avec intérêt l'article consacré à l'impérialisme français en Afrique dans CPS n°19 de mars 2005 – accessible sur le site.)

En Afrique, le gouvernement Hollande-Ayrault-Duflot-Pinel se conduit comme le fidèle exécutant des intérêts de l'impérialisme français menacé : il tient à bout de bras les dictatures honnies et sanguinaires qui écrasent les masses africaines. Il le fait avec la complicité honteuse des dirigeants des partis issus du mouvement ouvrier et des syndicats. Cela ne rend que plus nécessaire le combat contre notre propre impérialisme : dehors l'impérialisme français d'Afrique ! Hors d'Afrique les troupes impérialistes, y compris les troupes sous l'égide de l'ONU ; mais en premier lieu les troupes françaises !

---

### La gangrène du chômage de masse

---

Pour les masses, la crise du capitalisme, c'est d'abord le chômage de masse. L'augmentation du chômage sur le seul mois d'octobre 2012 (+ 71500 chômeurs) retrouve les chiffres de février 2009 (78800) au plus fort de la première vague de la crise. La jeunesse est brutalement atteinte : les chiffres officiels annoncent 1 million de jeunes au chômage, chiffre probablement largement sous-estimé. Dans les « zones urbaines sensibles », c'est 35% de jeunes chômeurs. On n'est pas si éloigné de la situation de la jeunesse grecque, espagnole ou portugaise.

En un an, le nombre de « bénéficiaires » du RSA a augmenté de 15%. Il faut noter, pour faciliter les licenciements, le rôle joué par l'accord permettant la rupture conventionnelle du contrat de travail, c'est-à-dire instaurant le « licenciement volontaire », accord négocié par tous les dirigeants syndicaux et signé par FO (près de 30000 par mois ! plus de 1 million depuis la signature de l'accord en 2008).

La grande masse des nouveaux chômeurs provient de fins de CDD non renouvelés. C'est en effet d'abord cette fraction du prolétariat, la plus précaire, qui est frappée. Ainsi, les savants analystes de la bourgeoisie disent que le chômage ne vient pas principalement des plans sociaux. Ils veulent sans doute dire par là que pour licencier les précaires, il n'est pas même besoin d'avoir recours à un plan social. Mais en réalité, quand un capitaliste ne renouvelle pas un CDD, il s'agit bien d'un point de vue ouvrier d'un licenciement. Il faut manier la langue de bois des traîtres qui sont au sommet des appareils syndicaux pour oser se féliciter du fait que, dans ce cas, il n'y a pas de « licenciement sec ». Précisément, la « réforme du

marché du travail » que mitonnent appareils syndicaux et MEDEF dans la concertation dite sur la « sécurisation des parcours professionnels » aboutira à ce qu'il n'y ait plus de « licenciement sec », puisque le CDI serait réduit à l'état de pièce de musée.

Car, aujourd'hui, les procédés « ordinaires » par lesquels les capitalistes jettent à la rue les travailleurs ne suffisent plus. L'expulsion des précaires, les « mesures d'âge » par lesquelles on met au rebut les vieux travailleurs : tout cela n'est plus suffisant pour répondre à l'impérieux besoin des capitalistes soumis à la crise de surproduction de jeter des centaines de milliers de travailleurs à la rue, de liquider des masses énormes de capital vivant (c'est-à-dire de salariés) et mort (le capital constant : les usines, les machines, etc.) pour rétablir le taux de profit. Il faut généraliser la « méthode *General Motors* » dont on sait comment elle a renoué avec les profits : fermetures d'usines en série, licenciements par dizaines de milliers, et augmentation forcenée du taux d'exploitation ouvrière pour ceux qui restent dans l'entreprise, tout cela en pleine collaboration avec les dirigeants de l'appareil syndical. Ajoutons, dans ce cas précis, avec la garantie de l'Etat sous la forme de la « nationalisation provisoire » de l'entreprise, une forme de nationalisation à laquelle le capital n'est nullement hostile (voir plus bas).

L'objectif de la bourgeoisie est donc que soit rétabli le plein droit du patron de licencier à sa guise sans frein d'aucune sorte. C'est ce qu'exige le MEDEF. C'est ce à quoi entend œuvrer le gouvernement Hollande-Ayrault-Duflot-Pinel.

---

### Comment Hollande veut « inverser la courbe du chômage »

---

Hollande n'a pas manqué d'adopter la posture du chef de guerre contre le chômage appelant à la « mobilisation de tous » pour inverser « coûte que coûte » la courbe du chômage lors de ses vœux.

La mobilisation de tous ? On n'a pas tardé à comprendre à qui ce discours s'adressait lorsqu'il a évoqué la « négociation sur le marché du travail » : c'est aux bureaucrates syndicaux qu'il s'adressait pour qu'ils aillent jusqu'au bout sur le terrain de la prise en charge des plans de la bourgeoisie : jusqu'à la signature d'un accord en bonne et due forme piétinant les quelques garanties subsistant dans le code du travail. Il faut, a-t-il dit, « conjurer une double peur : la peur du licenciement pour

les travailleurs, la peur de l'embauche pour les employeurs ».

Il faut une sacrée dose de cynisme pour mettre ainsi les uns et les autres sur le même plan. Le licenciement est une menace immédiate, directe qui pèse comme une épée de Damoclès sur la tête de millions de travailleurs. La peur du licenciement n'est pas un fantasme ! Quant à la « peur d'embaucher », c'est l'argutie patronale pour obtenir que sautent toutes les barrières légales au licenciement, prétendant que les patrons seraient disposés à embaucher massivement... s'ils pouvaient commencer par licencier librement ! Cette façon de présenter les choses par Hollande le montre à l'évidence : il fait dans cette affaire publiquement droit à la demande patronale.

---

### Les dirigeants syndicaux négocient depuis des mois sur le terrain de la « flexibilité » et de la liquidation du CDI

---

Nul ne sait si l'appel de Hollande sera couronné du plein succès que constituerait la signature par les directions syndicales de l'accord. Mais le patronat et le gouvernement peuvent s'enorgueillir d'un premier succès. La « conférence sociale » qui s'est tenue depuis 6 mois avait clairement balisé le cadre de cette « négociation ». Ce cadre était celui de l'adaptation du droit du travail à une meilleure « compétitivité » de l'économie française.

Depuis le MEDEF n'a cessé d'en rappeler l'enjeu : introduire la flexibilité dans l'embauche, le temps de travail, les salaires – qui est aussi l'objet des négociations visant à des accords « compétitivité-emploi ». Les propositions du MEDEF sont d'une violence provocatrice anti-ouvrière : généralisation du « contrat de projet » à la plupart des embauches, généralisation des accords compétitivité-emploi – le patron pouvant ainsi modifier unilatéralement le contrat de travail, tout refus du salarié valant licenciement légitime, limitation drastique du recours aux prud'hommes, etc. C'est donc en toute connaissance de cause que les directions syndicales participent à cette négociation.

Durant tout ce temps, loin de rompre une concertation qui ne visait à l'évidence qu'à liquider les garanties ouvrières, ils n'ont cessé d'appeler les travailleurs – la direction de la CGT en particulier – à « peser sur les négociations » dans le but apparent de faire porter par avance sur eux et leur insuffisante « mobilisation » la responsabilité des coups à venir. C'était notamment la fonction de la confidentielle journée d'action du 13 décembre dirigée vers les locaux

du MEDEF. Dans le dernier *FO Hebdo* de l'année, il n'y a pas un mot sur ce qui se trame, l'appareil FO se laissant sans doute jusqu'au bout la possibilité de signer. Par ailleurs, loin de rejeter purement et simplement les projets patronaux, les directions syndicales n'ont cessé de se situer sur le terrain des « compensations » aux propositions patronales – du type taxation des CDD. C'était déjà accepter la remise en cause des garanties actuellement contenues dans le code du travail.

Rien ne dit pourtant que la CGT et FO pourront aller jusqu'à la signature. Si soumis que soient ses dirigeants à la bourgeoisie, signer porterait un coup terrible au syndicat lui-même, et donc à l'influence que peuvent avoir les dirigeants en question sur la classe ouvrière. S'agissant de la CGT, la signature est à cette étape hautement improbable. Mais tant que rien n'est formellement annoncé des intentions des dirigeants, il faut combattre contre la signature des deux centrales.

Au-delà de ce combat, si comme Hollande en a annoncé l'intention, le gouvernement prétend légiférer, il faudra imposer aux directions syndicales qu'elles engagent le combat effectif contre toute législation remettant en cause le droit du travail, en particulier au moment du passage de la loi à l'Assemblée Nationale. Il faut d'autant plus le faire que, lorsque Thibault indique que « le dernier mot devra rester au législateur », il légitime par avance un scénario où, sans que l'accord soit formellement acté avec le MEDEF, quelques semaines plus tard, une loi reprenne, à peine modifiée, le projet du patronat.

---

### Mittal : la prosternation du gouvernement devant les grands groupes capitalistes...

---

S'il fallait trouver une illustration de la soumission entière du gouvernement au patronat, la fermeture programmée des hauts-fourneaux de Mittal en fournirait une illustration éclatante. Les hauts-fourneaux de Florange constituaient l'ultime exemplaire de la sidérurgie lorraine, qui de Wendel à la nationalisation à prix d'or par le gouvernement Mitterrand, de la nationalisation à la privatisation par Chirac - pour 10 milliards de francs alors que l'Etat avait investi dans les 4 années précédentes 60 milliards -, de la privatisation à l'OPA de Mittal en 2006

aura vu, à chaque étape, capitalistes et banquiers faire de juteuses opérations pendant que des dizaines de milliers de sidérurgistes étaient licenciés.

Mittal avait fermé depuis des mois les hauts-fourneaux « à titre temporaire » lorsque le 28 septembre il a annoncé leur fermeture définitive. Entre-temps, les indemnités chômage étaient payées par l'assurance-chômage et Mittal ...encaissait de substantiels bénéfices produits de la revente de « droits à polluer » !

Il accorde généreusement au gouvernement... deux mois pour retrouver un repreneur. Mais les hauts-fourneaux sont de toute façon invendables, non seulement du fait de la crise de surproduction de l'acier à travers toute l'Europe, mais aussi du fait que les hauts-fourneaux ne présentent un intérêt qu'intégrés à une chaîne de production et de transformation de l'acier, dont Florange se trouve

déconnecté puisque les autres usines ne sont pas à vendre. Mittal n'a, de toute façon, pas la moindre intention de permettre à un concurrent de s'installer. Il s'agit donc d'un leurre cynique, ce qui n'empêche pas les appareils syndicaux de participer à la mascarade de la recherche d'investisseurs « éthiques », « garantissant l'emploi », etc.

---

### L'épisode de la « nationalisation provisoire »

---

Au bout des deux mois échus, fin du premier acte de la comédie. Au deuxième acte, intervient Montebourg. « *Nous ne voulons pas de Mittal en France* ». Et d'annoncer la perspective de la « nationalisation provisoire » de Mittal dans l'attente d'un repreneur. Pour éviter toute confusion avec une véritable nationalisation sans indemnité ni rachat de l'entreprise, Montebourg avait précisé : « *L'Etat n'a pas vocation à gérer la sidérurgie. Cela n'a pas marché dans le passé* » (référence à la nationalisation Mitterrand).

La perspective d'une véritable nationalisation – sans indemnité ni rachat – de Mittal, d'un plan de production sous le contrôle des travailleurs permettant de conserver tous les postes de travail – si elle avait été avancée par les directions syndicales aurait bénéficié sans aucun doute du soutien enthousiaste des sidérurgistes. Au-delà de Florange, elle aurait constitué un appel d'air pour les travailleurs confrontés dans d'autres secteurs aux mêmes problèmes (PSA, les Chantiers navals, etc.).

Mais comme on le voit, ce n'est pas de cela dont il s'agit dans la proposition de Montebourg soutenue avec enthousiasme par les appareils syndicaux – comprise la CFDT. Ce dont il s'agit, avec la « nationalisation provisoire », ce qui s'est passé avec la papeterie d'Alizay dans l'Eure en donne une idée. Il y a eu dans ce cas « prise

de contrôle temporaire » par le département. L'ancien patron annonce en 2011 la fermeture de l'usine. Ensuite, *Le Monde* décrit le scénario : « *En toute discrétion, un petit comité de trois syndicalistes et autant d'anciens dirigeants se met en chasse d'un repreneur... Pour 22 millions d'euros, le conseil général va acheter le site d'Alizay, « alors que Monsieur Real en demandait au départ 50 millions » souligne le député. Le même jour, il cédera la machine à papier à double A à un industriel thaïlandais pour 15 millions d'euros. Celui-ci devra réembaucher des (souligné par nous) salariés pour faire repartir l'usine.* » Puis l'article décrit la revente de la centrale électrique du site à un autre repreneur, la revente d'une partie des terrains à un troisième, etc. « *Une sorte de vente par appartement précédée d'une nationalisation transitoire.* »

Ainsi, la « nationalisation transitoire » vise à faciliter le démantèlement de l'entreprise – avec l'argent des travailleurs contribuables, une poignée de travailleurs conservant leur emploi, la grande majorité étant licenciée. Dans le cours du démantèlement, quelques capitalistes prédateurs font quelques juteuses opérations de rachat à bas prix. Et tout cela en étroite collaboration avec les bureaucrates syndicaux locaux...

---

### L'accord Mittal Ayrault : du « foutage de gueule »

---

Toutefois, dans le cas de Mittal, la solution conjointe de Montebourg et des appareils syndicaux ne sera pas retenue. Parisot, affectant de tonner contre Montebourg, avait indiqué par ce biais que pour la bourgeoisie française dans son ensemble, l'heure était venue d'en finir définitivement, officiellement et ouvertement avec la sidérurgie lorraine, infligeant au passage une dure défaite au prolétariat dans son ensemble.

Ayrault rencontrera donc Mittal pour la signature de l'acte de décès : accord si pourri qu'Ayrault refusera d'abord de le rendre public. C'est un grossier camouflage de la fermeture totale et définitive des hauts-fourneaux. Les prétendus investissements de Mittal ne vont en réalité

guère au-delà des frais de fonctionnement ordinaires des usines subsistantes. Quant au projet ULCOS de production avec enfouissement du CO<sub>2</sub>, projet qui de toute manière eût été subventionné sur fonds publics, on apprend peu de temps après... que Mittal n'a même pas candidaté ... « *Il n'y aura pas de plan social* » devait déclarer Ayrault. Question de vocabulaire sans doute : les travailleurs âgés « bénéficieront » de mesures d'âge pour partir, les plus jeunes seront invités à aller à Fos ou à Dunkerque, quant aux précaires, comme dit plus haut, ils ne relèvent pas de « licenciements secs » ! Au point que le dirigeant CFDT Edouard Martin devait déclarer : « *C'est du foutage de gueule* ».

---

### Les dirigeants syndicaux se partagent le travail

---

En matière de « foutage de gueule », Martin s'y connaît. D'après *Le Monde*, suite à une de ses interventions, un ouvrier lui a lancé : « *Tu aurais dû faire du cinéma* ». En effet ! Après avoir beaucoup tempêté contre l'accord, après avoir fait signer conjointement avec les autres appareils une pétition pour la « nationalisation provisoire », Martin et la CFDT prennent place dans le comité de suivi... de l'accord Mitall-Ayrault. La pétition continue comme... moyen de pression pour un « bon » accord !

Les dirigeants CGT et FO, eux, ne participent pas à ce stade au « comité de suivi »... tout en continuant à réclamer la « nationalisation provisoire ». Mais aucun n'avance le retrait du plan Ayrault-Mitall ; aucun ne se prononce pour aucune suppression de postes, aucun licenciement ! Aucun n'ouvre la voie du combat contre le gouvernement et sa politique. Pour les sidérurgistes, c'est le désarroi et la perspective de la défaite.

---

## **L'offensive anti-ouvrière du gouvernement Hollande-Ayrault-Duflot-Pinel protégée par la politique des appareils syndicaux ne rencontre à cette étape aucune résistance sérieuse**

---

Ce qui s'est passé à Arcelor Mittal est emblématique. Mais la vérité est que sur aucun terrain le gouvernement n'a rencontré de résistance significative alors même qu'il développe contre le prolétariat une offensive qui n'a rien à envier à celle menée précédemment par le gouvernement Sarkozy-Fillon.

Même quand les travailleurs ont tenté d'engager le combat, comme à l'usine de Basse-Indre, où ils se sont mis en grève pour s'opposer aux transferts d'activités prévus par l'accord Mittal-Ayrault, les appareils ont pu leur faire reprendre le travail au bout de 4 jours en opposant à la poursuite de la grève le recours à une «expertise externe» sur les conséquences du transfert.

Le «pacte compétitivité» et ses 20 milliards de cadeaux au patronat (voir CPS 48) est passé sans rencontrer la moindre résistance. Il faut d'ailleurs ajouter à ces 20 milliards les 5,5 milliards de recapitalisation de Dexia partagés entre la France et la Belgique. C'est à peine s'il

faut évoquer ici la demande d'une partie des députés du PS de «contrôle des aides» au patronat pour qu'elles «aillent bien à l'emploi»: demande grotesque, qui ne peut connaître le moindre début d'application. C'est pourtant la même position qu'ont défendue les dirigeants syndicaux CGT, FO, FSU.

Les mêmes, flanqués de Solidaires et de l'UNSA, devaient d'ailleurs organiser une «journée d'action où le plan compétitivité n'était même pas évoqué! C'est dire qu'il n'était pas question d'en demander le retrait! Mais le contenu de ce plan qui écrase les travailleurs d'impôts, en particulier sous la forme de la TVA, est opportunément éclipsé par le tintamarre autour de la pseudo taxation des riches à 75% (taxation qui n'existe pas en réalité – voir encore CPS 48), les exils fiscaux et le rejet du Conseil constitutionnel présentant pour le gouvernement l'immense avantage de le faire apparaître comme un gouvernement qui s'en prend aux privilégiés.

---

### **Fonction publique : un « choc de rigueur de 60 milliards »**

---

Le «pacte compétitivité» était lui-même intégré au budget 2013. Non seulement les appareils syndicaux ne l'ont pas combattu, mais ils ont affecté d'y voir des aspects positifs. Il contenait en particulier la décision de bloquer les salaires via le gel du point d'indice.

Aujourd'hui les dirigeants CGT, FSU, Solidaires appellent à une «journée d'action» (sans appel à la grève) le 31 janvier (à laquelle il est possible que FO se rallie): appel étonnant, qui commence par un long paragraphe... de félicitation au gouvernement pour son attachement à la Fonction publique et au dialogue social!

D'ailleurs dans le même temps, la concertation va bon train. La RGPP est remplacée par la MAP (modernisation de l'action publique). La MAP a pour fonction de mener à bien le « choc de rigueur » de 60 milliards d'euros sur 5 ans. « *Faire mieux en dépensant moins* » « *réformer l'Etat, la protection sociale et notre organisation territoriale* » : ce sont les propos de Hollande lui-même. Cahuzac le précise en dressant un procès en bonne et due

forme au gouvernement Sarkozy Fillon, procès en... laxisme budgétaire et insuffisance des coupes! *Le Monde* écrit: « *Sous Nicolas Sarkozy, rappelle le cabinet du ministre du budget, Jérôme Cahuzac, " les dépenses ont crû de plus de 1,7% en moyenne. " Le gouvernement qui envisageait initialement de contenir leur progression à 0,7% en volume en 2014, s'est fixé un objectif plus rude encore, en dessous de 0,5% (...). Pour y parvenir, il faudra dégager entre 7 et 8 milliards d'économies en plus en 2014. »*

L'« acte 3 de la décentralisation » doit y contribuer : continuer à transférer aux collectivités territoriales une partie des missions de la Fonction publique d'Etat tout en restreignant la dotation de l'Etat : tel est le moyen qui va conduire à des milliers de suppressions de postes dans la Fonction publique territoriale. Déjà dans les communes, départements, régions, les postes statutaires sont remplacés par les « emplois d'avenir » - dont, rappelons-le, la création a été saluée par tous les appareils syndicaux.

---

### **Enseignement : la direction de la FSU prend en charge la loi Peillon**

---

La prise en charge de la politique gouvernementale par les appareils syndicaux concerne aussi l'Enseignement avec la loi Peillon. Si les suppressions de postes au rythme de 20000 par an sont interrompues, le chiffre des 60000 créations de poste est une fiction. Mais surtout, la loi Peillon reprend à son compte tous les objectifs de la bourgeoisie contre l'enseignement public : dislocation du cadre national des programmes et des diplômes via la décentralisation et les projets éducatifs territoriaux,

soumission de l'enseignement au patronat, menaces contre les statuts, etc.).

C'est pourtant cette loi que les dirigeants de la FSU et de ses syndicats nationaux, dont la position est déterminante, ont décidé de soutenir de manière à peine voilée, allant jusqu'à s'abstenir au Conseil Supérieur de l'Education. On lira à ce propos l'article « Enseignement » dans ce numéro de CPS.

---

### **La chasse aux sans-papiers s'intensifie**

---

Mais s'il est un domaine où la politique du gouvernement Hollande-Ayrault-Duflot-Pinel est strictement calquée sur celle de Sarkozy-Fillon, c'est bien celle qui concerne la chasse aux travailleurs immigrés sans papiers. L'expulsion de deux Algériens vers Alger malgré un état de santé

critique suite à une grève de la faim à Lille est la dernière des décisions barbares prises par Valls dans la droite ligne de la violente dispersion des camps de Roms qui a précédé. Naturellement, tous les dirigeants syndicaux locaux et nationaux se fendent de communiqués de

« protestations » entremêlés d'appels au Vatican pour qu'il intercède auprès du gouvernement. Mais ce que tous camouflent, c'est que ces expulsions procèdent de la circulaire Valls – qui suit elle-même une autre circulaire instaurant une loi d'exception pour les immigrés s'agissant de la durée légale de la garde à vue, portée dans ce cas à 16 heures.

La dernière circulaire en date prétend établir les critères de la régularisation. Elle a été élaborée à la suite d'une longue concertation avec les appareils syndicaux. Citons l'analyse qu'en fournit une contribution du courant Front Unique au congrès national de la FSU :

*« Elle s'inscrit dans la stricte continuité de celles de ses prédécesseurs : les sinistres Hortefeux et Besson. Là où la circulaire de 2006 de Sarkozy demandait deux ans de scolarisation en France, la circulaire Valls... en réclame trois ! Quant aux travailleurs célibataires, leur régularisation est subordonnée à deux ans de travail par exemple pour trois ans de séjour en France, les deux années de travail étant attestées par le patron. Le Monde indique clairement en quoi ce dispositif est un véritable piège qui va se refermer sur les sans-papiers : “ Sur le fond, les*

*avancées de la circulaire - la suite montre qu'il n'y a aucune « avancée » ndlr - reposeront beaucoup sur la volonté de l'employeur des sans-papiers. Celui-ci est invité à se dénoncer (...); il n'y aura pas d'« amnistie fiscale » et se dévoiler impliquera de fait un redressement. » Or aucun patron (il s'agit de négriers, non des philanthropes !) n'acceptera de payer des milliers d'euros pour déclarer avoir employé des sans-papiers pendant des mois. La circulaire Valls se révèle ainsi pour ce qu'elle est : un formidable instrument à remplir les charters de sans-papiers refoulés dans leur pays d'origine. »*

C'est à propos de cette circulaire que la direction de la FSU – la position de la direction de la CGT n'est pas différente – invite le gouvernement à « aller plus loin » regrettant que la circulaire « n'ait pas force de loi ». Faut-il commenter ?

A l'inverse, il faut exiger non seulement le retrait de la circulaire Valls, mais puisqu'elle n'est rien d'autre que la mise en œuvre de la loi CESEDA de 2006, et de l'ensemble des lois racistes visant à faciliter l'expulsion en masse des travailleurs immigrés.

---

### Vers une nouvelle agression contre les retraites

---

Mais d'autres attaques se profilent, en particulier une nouvelle agression contre le droit à retraite des travailleurs. Comme à l'accoutumée le rôle d'éclairer des contre-réformes est confié au COR (Conseil d'orientation des retraites) dont la seule légitimité provient de la participation des directions syndicales et qui vient de publier un nouveau rapport en date du 19 décembre 2012. Le rôle du COR est, comme d'habitude, de faire apparaître comme inéluctable pour les travailleurs de nouvelles contre-réformes à partir de projections pseudo-scientifiques démographiques et économiques. Alors même que les économistes de la bourgeoisie sont incapables de pronostiquer les taux d'intérêt qui prévaudront dans quinze jours, les « savants » du COR devant lesquels s'inclinent respectueusement les dirigeants syndicaux n'hésitent pas à faire des pronostics sur l'état économique de la France... en 2060.

Mais au bout de tout cela apparaît inévitablement l'urgence, soit d'augmenter les cotisations (soustraites au salaire), soit de diminuer les pensions (une des hypothèses : baisse de 5%), soit d'augmenter le nombre d'années nécessaires et l'âge légal. Mais la conclusion en réalité avait précédé la « démonstration ». La proposition du MEDEF de diminuer de 6% les retraites du privé lors de la « négociation » sur les retraites complémentaires AGIRC-ARRCO indique déjà la violence de l'offensive qui se prépare.

En réalité, tout le « déséquilibre » du régime des retraites doit être imputé aux capitalistes. D'abord du fait des cotisations sociales patronales impayées et des exonérations multiples dont ils n'ont cessé de bénéficier. En outre, l'existence de 5 millions de chômeurs dans ce pays signifie autant de cotisations en moins. Mais la réalité du chômage est présentée par nos « savants » comme une fatalité naturelle sur laquelle il n'y aurait pas plus de prise que sur les variations météorologiques et susceptible des

mêmes aléas. Naturellement, il ne faut pas compter sur nos « savants » pour ramener ce taux de chômage à sa cause réelle : le système capitaliste en crise, et encore moins sur les bureaucrates syndicaux pour leur rappeler.

Evidemment, tout dirigeant syndical qui voudrait être fidèle aux intérêts du prolétariat déciderait immédiatement de quitter cette entreprise d'escrocs anti-ouvriers et il déclarerait : *« Nous combattons le système capitaliste qui jette à la rue des millions de travailleurs. Nous combattons pour le socialisme qui utilisera toutes les forces créatrices et productrices des hommes pour la satisfaction de leurs besoins. Dans un tel système, le développement des forces productives permettrait sans difficulté d'assurer les vieux jours de tous les travailleurs. En attendant la mise à bas du système barbare dont vous avez la responsabilité, nous combattons de toutes nos forces pour que les garanties en matière de retraites soient préservées par l'augmentation des cotisations patronales autant que de besoin. »*

Non seulement les dirigeants syndicaux ne tiennent pas ce discours ; non seulement ils continuent de siéger dans le COR, mais encore ils s'ébahissent devant le rapport en question. Ainsi le communiqué de la FSU :

*« Le rapport du Conseil d'Orientation des Retraites vient de publier aujourd'hui des scénarios qui en raison de la crise, montrent le besoin de financement de l'ensemble des systèmes de retraites d'environ 20 milliards en 2020. La FSU estime que les travaux du COR sont utiles pour éclairer les débats sur l'avenir, et notamment ceux qui seront rendus publics en janvier prochain sur l'Etat des lieux des systèmes de retraite.*

*Déjà, lors des mobilisations massives de l'ensemble de la population à l'automne 2010 contre la réforme Fillon/Sarkozy, la FSU avait dénoncé non seulement l'injustice de cette réforme mais son inefficacité en*

*termes de financement et de garantie de la pérennité de nos régimes de retraites. »*

Autrement dit : « *On vous l'avait bien dit. La réforme de 2010 ne fait pas l'affaire* ». Voilà un point sur lequel peut se nouer une large alliance des directions syndicales... au MEDEF. Le MEDEF aussi pense que la réforme 2010 est « *inefficace en terme de financement* » et voilà pourquoi

Parisot à peine le rapport sorti... a proposé de faire sans délai passer l'âge légal à 63 ans !

Ainsi, les uns et les autres se disposent pour faire avaler une nouvelle agression contre les retraites. C'est pourquoi sans délai, il faut exiger que les dirigeants syndicaux quittent le COR et refusent de participer à la « concertation » prévue dès ce trimestre en vue de cette nouvelle agression.

### Comment combattre ?

Il y a quelques mois, les travailleurs infligeaient une défaite nette et sans bavure à Sarkozy, à l'UMP et aux partis bourgeois aux législatives. Le résultat de cette défaite est d'ailleurs la violente crise qui secoue aujourd'hui l'UMP, crise qui n'est nullement conjurée avec l'armistice armé signé par Fillon et Copé. Mais d'un autre côté, ils assistent sidérés à la reprise, toute honte bue, par le gouvernement Hollande du programme du candidat Sarkozy : TVA sociale, RGPP à peine rebaptisée, chasse aux immigrés, etc. Quant à la majorité PS-PCF à l'Assemblée, elle s'illustre par sa soumission totale aux injonctions du gouvernement (le PCF au gré de ses votes en abstention ou contre les textes gouvernementaux se gardant bien d'ouvrir une perspective alternative au gouvernement d'alliance du PS avec les partis bourgeois EELV et radicaux de gauche).

Le résultat des élections législatives partielles où malgré sa crise, l'UMP, bénéficiant de l'abstention populaire massive, a battu à plate couture les candidats PS - là où ils n'avaient pas laissé la place à des personnalités de la bourgeoisie ! -, indique assez le désaveu par les masses de la politique du gouvernement.

Mais ce désaveu par lui-même n'ouvre aucune voie. La seule voie possible consiste dans le combat en direction de la majorité PS-PCF pour lui imposer de cesser de se soumettre à la politique archi-réactionnaire du gouvernement, de rejeter son arsenal de décisions et lois anti-ouvrières et, au-delà, de constituer un gouvernement responsable devant elle seule, gouvernement duquel les travailleurs exigeront la satisfaction de leurs revendications.

L'expérience de ces derniers mois le montre à qui en aurait douté. Il faudra l'imposer à cette majorité PS-PCF par les moyens de la lutte des classes qui pourrait prendre la forme d'une manifestation de tout le prolétariat, par centaines de milliers à l'Assemblée nationale.

Mais pour préparer un tel combat, l'exigence immédiate est la rupture des directions syndicales avec le gouvernement et le MEDEF : rupture de la négociation sur le marché du travail ! Dirigeants CGT, de FO, ne signez pas ! Défendez effectivement les droits subsistant en

matière de retraites ! Quittez le COR ! Aucune participation à la « concertation » sur les retraites ! Rompez la participation à « l'agenda Fonction publique » !, etc.

Le désarroi dans lequel se trouve plongé le prolétariat en particulier en France ne doit pas nous le faire oublier : ni la bourgeoisie, ni les appareils à sa solde n'ont le pouvoir de faire disparaître la lutte des classes. Ainsi, ceux qui croyaient en avoir fini avec le prolétariat tunisien quand le gouvernement islamiste d'Ennahda au compte de l'impérialisme s'est mis en place en sont pour leurs frais. En se mobilisant massivement malgré la répression brutale, il y a à peine un mois, sur le mot d'ordre : « gouverneur d'Ennahda, dégage ! », les travailleurs de Siliana - ont posé la question d'un gouvernement qui soit le leur, d'un gouvernement ouvrier. Mais ils ne pouvaient le poser qu'à travers l'organisation qu'ils ont massivement renforcée à travers le processus révolutionnaire en cours : à savoir l'UGTT. A la suite de la mobilisation de Siliana, dans plusieurs provinces, des grèves et mobilisations se sont développées au cours desquelles les travailleurs ont exigé que la direction de l'UGTT appelle à la grève générale. Or la direction de celle-ci s'est dérobée, annulant son mot d'ordre de grève générale parce qu'elle savait qu'un tel mot d'ordre posait forcément la question : « qui est maître de la maison ? » donc la question du pouvoir.

Ainsi, en Tunisie comme en France, la question fondamentale à résoudre, c'est la question de la direction révolutionnaire du prolétariat, la question du Parti révolutionnaire.

Le groupe pour la Construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire, pour l'Internationale Ouvrière Révolutionnaire n'est pas ce parti. Il n'en est pas même l'embryon. Mais, armé des acquis politiques de la Ire, de la IIe, de la IIIe, de la IVe Internationales, ainsi que du Comité constitué par Stéphane Just, il entend contribuer à sa construction. Il vous appelle à vous associer à son combat.

Le 3 janvier 2013

